

“En 30 ans, avec le PS, nous sommes passés de la force à la farce tranquille !”



La cote d'impopularité du chef de l'État et de son équipe n'a jamais été aussi haute en France. **En 18 mois, les socialistes et leurs alliés présentent un bilan accablant et destructeur.** À l'explosion des impôts, s'ajoute celle de la délinquance. Aux courbes descendantes de notre économie nationale, se croise celle ascendante du taux de chômage en France. **Entre reniements, désengagements, choix injustes et absence de vision,** cette majorité suscite non seulement un rejet mais, plus grave encore, elle clive et fragilise la cohésion de notre société.

L'exemple de son séminaire de rentrée sur le thème « Que sera la France en 2025 ? » est significatif du **décalage qui existe entre ce gouvernement et les vraies priorités des Françaises et des Français.**

Du choc fiscal au ras-le-bol général !

À cette politique nationale catastrophique, se conjuguent **des choix idéologiques et partisans du Conseil régional Île-de-France et du Conseil général de l'Essonne qui freinent le développement économique de notre territoire, qui mettent à mal nos emplois et pénalisent ses habitants dans leurs déplacements.**

Plus que jamais aujourd'hui, un « parler vrai pour agir juste » s'impose. Il n'y a pas de sujets tabous. Les taire et nier les difficultés des Français ont fait naître un fort sentiment d'injustice et de colère. Il peut donc conduire à des situations extrêmes.

Décalé, déconnecté, coupé des réalités du terrain, ce gouvernement continue dans ses erreurs et son autosatisfaction dramatique.

Si je l'ai toujours fait, même sous l'ancienne majorité, **je redouble aujourd'hui d'efforts et d'actions pour que l'on s'occupe enfin des problèmes des Français.**

L'intérêt général doit prévaloir sur les intérêts personnels et électoraux immédiats. **Comme l'a montré une récente élection partielle, les Français veulent que l'on prenne à bras le corps leurs préoccupations. Cela a toujours été pour moi un devoir.**

Notre famille politique doit très vite en prendre conscience, **évoluer et réagir.** Elle doit tenir des discours de vérité. Il n'y a plus de place pour les querelles personnelles : **la France et ses habitants avant tout !**



Franck MARLIN

“18 mois d'échecs pour le gouvernement, 18 mois de souffrances pour les Français !”

CHÔMAGE

Toujours plus de chômeurs !

Jamais dans notre histoire la France n'a compté autant de demandeurs d'emploi : **+ 500 000 depuis mai 2012, soit + 1150 chaque jour !**

IMPÔTS

+ 33 milliards d'impôts en un an. + 17 en 2014 !

Un matraquage fiscal qui touche en particulier les classes moyennes : **+ 50 milliards en 2 ans !** Pour la 1^{re} fois depuis 1984, **le pouvoir d'achat des ménages a reculé !**

SÉCURITÉ - JUSTICE

La délinquance en France est repartie à la hausse.

Les atteintes aux biens et aux personnes ont dangereusement progressé. Le sentiment d'impunité se généralise. Les victimes sont oubliées. **Stop au laxisme ! Non à la future « réforme Taubira » !**

EMPLOI - ÉCONOMIE

Les petites et moyennes entreprises, les artisans, les commerçants... **asphyxiés.**

Un pays entré en récession en 2013. Alourdissement des charges sur les entreprises et les salaires, taxation des heures supplémentaires... **Une politique absurde qui détruit l'économie et l'emploi !**

L'action de votre député reconnue
par les « Contribuables Associés »



300 000 MILITANTS CONTRE L'OPPRESSION FISCALE



**CARTON VERT
AU DÉPUTÉ
FRANCK MARLIN**

Carton vert à Franck Marlin pour sa question écrite sur la liste,
la composition et le coût des Comités Théodule

58 propositions de loi, 87 questions écrites, et 609 amendements

ASSEMBLÉE NATIONALE

XIV^e Législature

SESSION DE 2013-2014



JOURNAL OFFICIEL

“Trop de laxisme crée l’insécurité !”

Le dispositif des « voisins vigilants » a fait ses preuves. Il doit être généralisé. Pourtant le ministre de la Justice demande aux Procureurs de la République de ne plus y participer. Franck MARLIN a interpellé Mme TAUBIRA.

Extrait de la question écrite, déposée par votre député, à la Ministre :

« Il semblerait qu’une consigne vienne d’être donnée par la

Chancellerie en vue d’éloigner les représentants des parquets de leurs missions dans ce dispositif, avec une demande expresse visant à ne plus être cosignataires de nouveaux protocoles et à ne plus honorer ceux qui l’ont été. Si tel était le cas, il s’agirait d’une décision grave, lourde de sens (...) à l’heure où le malaise est déjà persistant entre les Français et l’institution judiciaire et où prédomine un sentiment d’impunité. »



“Stationnements illicites des gens du voyage : il faut en finir avec l’impunité !”

Par le biais de 2 questions écrites au ministre de l’Intérieur, Franck MARLIN demande :

- de mettre un terme aux occupations illicites de terrains privés ou publics de manière plus rapide et de sanctionner plus durement de tels agissements.
- de permettre aux communes d’exercer leur droit de préemption en cas de donation « déguisée » pour éviter l’implantation d’habitats précaires.

Dans la presse

Etampes précurseur sur la laïcité

A l’heure où le ministre de l’Education nationale vient de présenter sa charte de la laïcité, le député-maire d’Etampes Franck Marlin rappelle que cette valeur est au cœur de son action depuis déjà de nombreuses années. « La laïcité, ce n’est pas seulement une affiche placardée dans un hall et qui peut disparaître d’un jour à l’autre... C’est un principe fondateur de notre République (...) C’est pourquoi, en 2003, j’avais souhaité apposer devant chaque bâtiment municipal un blason tricolore comportant l’inscription “Liberté, Égalité, Fraternité, Laïcité”. Ce qui avait d’ailleurs fâché l’Etat puisque le préfet d’alors avait sommé la Ville d’Etampes de retirer ces blasons. Je suis donc ravi de voir que, quelques années plus tard, la laïcité n’est plus un sujet tabou... », commente-t-il. Le député-maire regrette que la proposition du ministre soit cantonnée aux écoles « Il n’y a pas d’âge pour apprendre ou se rappeler que l’Etat est neutre à l’égard des convictions religieuses ou spirituelles », conclut Franck Marlin. ■ T.V.

Le Républicain - 19 septembre 2013



“Radars : stop au harcèlement !”

L’opération « Raconte-moi ton radar » de « 40 millions d’automobilistes » a démontré de nombreuses incohérences et des situations qui piègent les usagers de la route.

Dans sa question écrite au ministre de l’Intérieur, Franck MARLIN a demandé la réalisation d’un audit de l’implantation des radars en France.

Face à des projets de loi idéologiques aux conséquences catastrophiques, le droit d’amendement pleinement exercé par Franck MARLIN

Pour plus de pouvoir d’achat

- ramener le taux de TVA sur le bois de chauffage, les transports publics, et la gestion des déchets à 5 %,
- maintenir la revalorisation des pensions au 1^{er} avril 2014,
- conserver le taux de TVA intermédiaire à 7 % (au lieu de 10),
- poursuite de l’augmentation de la retraite du combattant,
- suppression des augmentations de taxes pesant sur les ménages (gazole, essence, gaz, fioul),
- suppression de la fiscalisation de la participation des employeurs du secteur privé aux contrats de mutuelles,

- rétablir la défiscalisation des heures supplémentaires,
- suppression du durcissement du bonus-malus auto...

Pour garantir et améliorer les droits des Français

- préserver les droits de recours contre les projets d’implantation de parcs éoliens,
- plafonner les amendes de stationnement et garantir la gratuité des contestations,
- allonger le délai de rétractation pour les personnes de plus de 70 ans et/ ou présentant un handicap...

Votre député, force d'engagements

pour appeler l'attention du gouvernement sur les vrais problèmes



“Avec ce gouvernement, la rentrée scolaire fut tout sauf historique !”

Le PS s'est satisfait de la rentrée scolaire en la qualifiant d'historique. Mais, sur le terrain, le sentiment des Français a été bien différent ! Franck MARLIN a alerté le Ministre et le Rectorat sur de nombreux dysfonctionnements.

Aux côtés des parents d'élèves il s'est battu pour des ouvertures de classes à Étampes et Pussay, pour la création de postes d'auxiliaires de vie scolaire, la nomination de professeurs dans les lycées d'Étampes et de Dourdan, l'ouverture de classes ULIS,...

Il s'est aussi mobilisé contre la réforme des rythmes scolaires et ses effets désastreux pour les finances des collectivités.



“Pour la défense de l'agriculture francilienne...”

Franck MARLIN a alerté le ministre de l'Agriculture sur les **conséquences catastrophiques de la réforme de la politique**

agricole commune, telle qu'annoncée, par le Président de la République, pour les exploitations situées en Île-de-France ainsi que sur la majoration de la taxe foncière qui s'appliquera dès l'an prochain.

...et de notre cadre de vie !”

Franck MARLIN est intervenu à plusieurs reprises auprès du ministre de l'Environnement sur le **projet de la SFDM à Cerny** et les 340 camions-citernes supplémentaires sur la RD 191. Il a saisi une nouvelle fois le ministre des Transports pour corriger les procédures d'atterrissage des avions afin de **réduire les nuisances sonores aériennes**. Des dossiers majeurs auxquels **les ministres ne répondent pas ! Insupportable ! Quel mépris des habitants !**



Votre député dénonce un ministre improductif et une politique destructrice

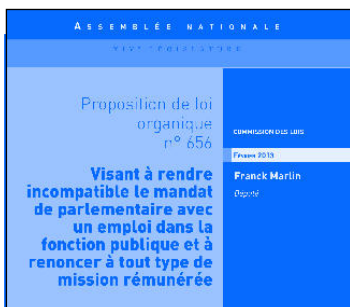
En juin dernier, et dans la continuité de ses interventions auprès du Gouvernement, Franck MARLIN est intervenu lors des questions d'actualité et a interpellé Arnaud MONTEBOURG sur le devenir de la société Steco Power et de ses salariés résidant, pour nombre d'entre eux, dans le Sud-Essonne. Il s'est également engagé :

- contre la hausse de la TVA pour les services d'aide à la personne,
- pour encadrer la rétroactivité des lois fiscales pour les entreprises,
- pour une aide à l'embauche des jeunes de moins de vingt-six ans pour les très petites entreprises...

“Réforme des retraites : plus de cotisations, plus d'injustice”

Après le mensonge électoral du retour à la retraite à 60 ans, le Président et son gouvernement font payer les Français encore plus !

Une hausse de la durée de cotisations, un « compte pénibilité » qu'à compter de 2015 et sans rétroactivité, contrairement aux fonctionnaires de la catégorie « actifs » dans laquelle un nombre important d'agents concernés exercent une activité de bureau. **Voilà la réalité !** Le gouvernement a refusé de mettre un terme aux inégalités en matière de pensions de réversion (pas de condition d'âge et de ressources pour le secteur public). Il s'est opposé à plus d'égalité entre les secteurs privés et publics sur la durée des années prises en compte (25 ans contre 6 mois). **Où est la justice ? Les députés de la majorité ont voté contre tous les amendements déposés notamment par Franck MARLIN qui a donc voté contre ce texte !**



Répondre à des préoccupations concrètes

Interdire la résiliation du contrat d'assurance après sinistre, réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires, respect de la neutralité religieuse dans les entreprises et les associations, déchoir de la nationalité française tout individu portant les armes contre les forces armées françaises et de police, continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs, réduire le taux de TVA à 5 % pour la

construction et la rénovation de logements... **Autant de propositions de loi de votre député qui s'est tout particulièrement investi sur :**

- l'interdiction de la publicité pour l'alcool aux abords des établissements scolaires,
- rendre incompatible le mandat de parlementaire avec un emploi dans la fonction publique et à renoncer à tout type de mission rémunérée,
- la défense du patrimoine historique et militaire,
- affirmer dans la devise nationale le principe de laïcité.

Au service des habitants et de leur qualité de vie

TRANSPORT ■ Une délégation d'élus du Sud-Essonne a été reçue au Syndicat des transports d'Ile-de-France

Les arrêts du TER sont en bonne voie

Reçus par le 1^{er} vice-président du Syndicat des transports d'Ile-de-France, Franck Marlin, Francis Tassin et Jean-Claude Reveau se disent plutôt satisfaits par la rencontre.

Marine Vallée
essonne.larep@centrefrance.com

« C'est un entretien qui a débouché sur des perspectives d'avenir pour tous les usagers et tout un territoire, mais la vigilance demeure entière. » C'est en ces mots que Franck Marlin, député-maire d'Étampes a résumé « le long entretien de mercredi » au Stif.

La pétition et ses 2.696 signatures remises lors de la rencontre



RENCONTRE. Mercredi, Jean-Claude Reveau, Francis Tassin et Franck Marlin ont été remettre à la présidence du Stif les 2.696 signatures de la pétition.

Après la mise en place d'une pétition qui était distribuée dans les gares concernées (Étampes, Angerville, Monnerville et Guillerval), Franck Marlin, Francis Tassin, président de la communauté de communes de l'Étampeois Sud-Essonne et Jean-Claude Reveau, un des vice-présidents ont été reçus ce mercredi au Stif par Pierre Serne, premier vice-président et

Laurence Bonzani, conseillère régionale et administratrice du syndicat. Le sujet de la rencontre : les arrêts supplémentaires du TER Paris-Orléans pour rapprocher le Sud-Essonne de la capitale. Une pétition avait été lancée à la mi-septembre pour obtenir la création des trois arrêts supplémentaires et l'entretien a été l'occasion de remettre les 2.696 signatures. « Les diffi-

cultés et les demandes légitimes des usagers du TER Centre et des habitants du Sud-Essonne ont semblé comprises et partagées. C'est la preuve qu'elles sont fondées et justifiées », a rapporté le député-maire. Des demandes justifiées mais le Stif va-t-il mettre en place des arrêts supplémentaires ? « Les engagements de Pierre Serne ont conforté notre action et semblent à la hauteur des attentes des usa-

gers qui se sont mobilisés », confiait Franck Marlin. Francis Tassin, président de la communauté de communes, se disait lui aussi « satisfait des échanges même s'il faut s'assurer maintenant que les choses soient bien mises en place ».

Du côté du Stif, les informations retenues par la délégation du Sud-Essonne sont confirmées. « On ne peut pas encore

affirmer le nombre d'arrêts qui seront mis en place mais les négociations ont bien lieu avec la région Centre », indique une collaboratrice de Pierre Serne, à la Région Ile-de-France. « Le financement de ce projet n'est pas un problème puisque l'argent a été débloqué depuis plusieurs mois déjà. C'est surtout un problème de mise en œuvre. » Rappelons que le coût des trois arrêts supplémentaires est estimé à trois millions d'euros.

Mise en place pour le service annuel 2014

Pour l'heure, les négociations se poursuivent puisque l'objectif est d'instaurer les nouveaux arrêts pour le service annuel 2014, « c'est donc le moment », explique-t-on à la Région. D'ici la décision finale, les élus du Sud-Essonne continueront « à être extrêmement vigilants sur l'aboutissement de ce dossier dans les délais annoncés et, surtout, sur la mise en place effective de l'intégralité des dessertes attendues ». ■

LA PÉTITION

Enjeux. La pétition signée par plus de 2.500 personnes demandait la création d'arrêts à Étampes, Guillerval, Monnerville et Angerville pour les TER au départ de Paris à 16 h 23 et 18 h 23 ; ainsi qu'un TER vers Paris pour une arrivée à 21 h 15 en gare d'Austerlitz.

Extrait du journal *La République du Centre* - Édition du 11 octobre 2013

Au service des communes de notre circonscription

Dans le cadre des réserves parlementaires au titre de l'année 2013, Franck MARLIN a obtenu **110 000 € de subventions pour aider des communes** à réaliser leurs projets :

- **Abbéville-la-Rivière** : réinstallation de la cloche de l'église communale (7 600 €),
- **Boissy-le-Cutté** : réfection de la cour de la mairie (9 000 €),
- **Étampes** : réalisation d'une tribune pour accueillir le nouvel orgue en l'église Saint-Gilles (9 000 €),
- **Itteville** : achats de matériels espace-verts dans le cadre de la création de jardins d'insertion professionnelle (7 000 €),
- **La Ferté-Alais** : réhabilitation du centre de loisirs Aquarelle (10 000 €),
- **Menecy** : restauration et mise aux normes du théâtre municipal (10 000 €),

- **Oncy-sur-Ecole** : réfection de la toiture et restauration de l'église (16 000 €),
- **Ormo** : création d'un columbarium dans le cadre de l'extension du cimetière communal (12 000 €),
- **Puisselet-le-Marais** : réalisation d'aménagements de sécurité routière et piétonnière en agglomération (6 800 €),
- **Saclas** : rénovation de locaux municipaux en vue d'accueillir une « cellule Alzheimer » (9 000 €),
- **Saint-Cyr-la-Rivière** : changement de la chaudière alimentant l'école et la mairie (6 000 €),
- **Syndicat intercommunal à vocation unique du Val d'Essonne** (Boigneville, Buno-Bonnevaux, Gironville et Prunay-sur-Essonne) : réalisation d'aménagements de sécurité aux abords de l'établissement scolaire situé à Gironville-sur-Essonne (7 600 €).

Retrouvez l'intégralité de l'action et des déclarations de votre député sur www.franckmarlin.fr

Pour contacter Franck MARLIN : PALAIS BOURBON - 75355 PARIS 07 SP / Tél. : 01 69 92 68 91 / depute@franckmarlin.fr

Conformément à la loi "Informatique et Libertés" du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification et de suppression des données qui vous concernent. Pour l'exercer, contactez Franck MARLIN.